

Tirer des leçons du passé

Le groupe en charge de la rédaction du texte émancipation, composé de Christophe Aguiton, Jean-Jacques Boilaroussie, Pierre Cours-Salies, Pierre Khalfa, Jean-Claude Mamet, Francis Sitel, Stéphanie Treillet, Pierre Zarka, a constaté au cours du développement de ses travaux que les difficultés de l'entreprise sur la partie portant sur les leçons politiques et théoriques du XXe siècle s'avéraient plus importantes que prévu. Il est apparu difficile de proposer un texte commun. Le choix qui a donc été fait a été de proposer des éclairages différents, non forcément contradictoires, qui peuvent servir à stimuler et approfondir des débats qui devront se poursuivre dans l'avenir. L'ordre des textes présentés suit la chronologie de leur écriture.

Contribution de Pierre Khalfa, Christophe Aguiton

Le projet d'écrire un texte pour Ensemble sur l'émancipation était audacieux. Le terme même d'émancipation ouvre de nombreuses problématiques et la crise stratégique et programmatique de la gauche de transformation sociale nous plaçait devant un double risque : se contenter de références obligées aux combats du passé et aux grands ancêtres ou ouvrir une boîte de pandore qui aurait fragilisé Ensemble dans sa phase de construction. Le début des travaux par le groupe de travail a montré qu'il était possible de surmonter ces risques. Les parties sur les éléments d'émancipation présents dans la société, sur les défis qu'il faudra relever et l'horizon émancipateur esquissé nous paraissent contenir des avancées intéressantes et le débat dans Ensemble permettra de les enrichir encore. C'est sur le bilan du passé que les divergences sont apparues. Pas tant sur le fond que sur la possibilité même de traiter de questions relevant du passé. Il nous a semblé cependant impossible de faire l'impasse sur des bilans qui pèsent encore très lourdement dans la crise de perspective de la gauche et du mouvement ouvrier. Les différents textes ici présents pointent cette divergence et permettent de comprendre différents angles de vue qui renvoient à des histoires politiques qui ne sont pas les mêmes. Pour ce qui nous concerne, issus de l'extrême gauche, du mouvement syndical et altermondialiste, nous sommes revenus sur des débats qui nous paraissent essentiels pour refonder un projet d'émancipation social et écologiste pour le 21^{ème} siècle.

Nous ne sommes pas sortis de la crise du projet de transformation sociale : échec du « socialisme réellement existant » dont les régimes qui s'en réclamaient se sont transformés en systèmes d'oppression et d'exploitation sanglants ; échec du réformisme social-démocrate qui a été incapable de répondre à la crise du capitalisme fordiste et qui s'est rallié, pour l'essentiel, au néolibéralisme ; échec des régimes issus des révolutions anticoloniales qui se sont transformés dans beaucoup de cas en dictatures bureaucratiques féroces. L'idée même d'émancipation s'en est trouvée atteinte.

L'ensemble des raisons de ces échecs renvoie à des questions qui nécessitent des débats approfondis qu'il nous faudra poursuivre. L'objectif de ce texte est de se limiter à quelques points qui, sur le plan théorique et dans les pratiques politiques, ont facilité et préparé ces échecs et contre-révolutions, notamment la contre-révolution stalinienne qui a constitué un tournant historique majeur, au-delà donc des circonstances défavorables ou des erreurs factuelles. Nous avons d'ailleurs commencé déjà en tirer le bilan avec les propositions que nous avançons dans notre démarche d'auto-émancipation.

Quatre questions paraissent essentielles. Deux d'entre elles renvoient à la naissance du mouvement ouvrier et elles portent sur ce que devrait être la société future ainsi que sur le rôle central attribué au prolétariat dans la transformation sociale. Les deux autres sont plus récentes, elles se solidifient à la fin du 19^{ème} siècle et portent sur le rôle de l'état dans la transformation sociale et sur celui du parti de la classe ouvrière dans ce processus.

Une société d'abondance, transparente avec elle-même

Nous avons intégré la perspective écologique dans notre projet politique, mais en avons-nous tirés toutes les conséquences ? En particulier ne faut-il pas aujourd'hui revoir la perspective que Marx trace

dans la *Critique du programme de Gotha* : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », dans la mesure où elle a été généralement comprise comme la promesse d'une société d'abondance de biens matériels, « chacun puisera librement selon ses besoins » disait Lénine dans *L'État et la révolution*. Cette société d'abondance serait permise par le développement illimité des forces productives qui seraient à l'heure actuelle entravées par les rapports de production capitaliste. Outre son caractère utopique, une telle conception est aujourd'hui intenable pour des raisons écologiques. La société devra faire des choix, ce qui suppose des débats contradictoires, des conflits, et une méthode pour les résoudre, la démocratie.

Il faut aussi tirer toutes les conséquences d'une certaine vision qui fait de la société communiste réalisée une société transparente avec elle-même. Déjà présente en filigrane chez Rousseau et portée dès l'origine du mouvement ouvrier et socialiste par des courants très divers, la société future est, dans cette tradition, une société sans contradictions dans laquelle « l'administration des choses remplacera le gouvernement des hommes » (Saint-Simon repris par Engels dans *Socialisme utopique et socialisme scientifique*). Une telle conception fait l'impasse sur les multiples oppressions qui existent dans la société et qui ne se réduisent pas à l'opposition entre le travail et le capital. Et surtout elle fait l'impasse sur la politique au sens du débat contradictoire sur des choix opposés. Cette absence de la politique, dans la conception de la société future n'a-t-il pas été lourd de conséquences et n'est-il pas à mettre en rapport avec la conception qui fait du Parti le porteur de la vérité, le « socialisme scientifique » ?

Une conception substitutiste du parti

Dans le mouvement socialiste, dès la fin du 19^{ème} siècle, et en cohérence avec le rôle donné à l'Etat, une conception du parti politique, en rupture par ailleurs avec celle de Marx et de la 1^{ère} Internationale, va s'imposer dans la 2^{ème} Internationale. Cette conception, qui fait du parti le représentant de la classe ouvrière, opère une séparation stricte entre ce qui relève des tâches du parti et celles des syndicats et autres mouvements de masse, le parti ayant le rôle dirigeant car doté du « socialisme scientifique », doctrine devant être élaborée par les intellectuels. Reprise, pour l'essentiel, par le Lénine de *Que faire* et magnifiée par le stalinisme, cette conception va imprégner profondément la plupart des courants marxistes, y compris parmi les plus critiques.

Il faut rompre définitivement avec cette conception substitutiste qui nous semble incompatible avec l'auto-émancipation des dominés et qui a donné un cadre théorique à des expériences politiques qui ont tourné au désastre. Pour les courants se réclamant de la social-démocratie le rôle dirigeant du parti et la place dévolue à l'Etat s'est parfaitement accommodée de la gestion de l'Etat capitaliste jusqu'en en servir ses intérêts... Pour les courants impliqués dans des processus révolutionnaires comme les révolutions russes, chinoises ou cubaines, cette conception du rôle dirigeant du parti a justifié la fin du pluripartisme puis l'élimination des tendances dissidentes au sein même de ce parti. Ce processus de bureaucratisation a été différent suivant les pays et a été marqué par des ruptures majeures, comme la contre-révolution stalinienne en URSS, mais il nous paraît important de souligner la nécessaire rupture à opérer avec une conception du parti qui l'a facilité.

L'oubli de la politique et de la démocratie

A partir du moment où l'on pense que la politique est affaire de vérité il y a le risque que la structure qui s'en estime porteuse élimine toutes les opinions dissidentes et que « la dictature du prolétariat » se transforme en dictature du Parti ? Dès 1917, Rosa Luxemburg, qui pourtant partageait nombre de pré-supposés de l'orthodoxie social-démocrate et en particulier le rôle dirigeant du parti, avait pronostiqué cette évolution : « Sans élections générales, sans liberté illimitée de la presse et de réunion, sans lutte libre entre les opinions, la vie se meurt dans toutes les institutions publiques, elle devient une vie apparente, où la bureaucratie reste le seul élément actif. C'est une loi à laquelle nul ne peut se soustraire. La vie publique entre peu à peu en sommeil. Quelques douzaines de chefs d'une énergie inlassable et d'un idéalisme sans borne dirigent le gouvernement, et, parmi eux, ceux qui gouvernent en réalité, ce sont une douzaine de têtes éminentes, tandis qu'une élite de la classe ouvrière

est convoquée de temps à autre à des réunions, pour applaudir aux discours des chefs, voter à l'unanimité les résolutions qu'on lui présente, au fond par conséquent un gouvernement de coterie - une dictature, il est vrai, non celle du prolétariat, mais celle d'une poignée de politiciens, c'est-à-dire une dictature au sens bourgeois, au sens de la domination jacobine (le recul des congrès des soviets de trois mois à six mois !). Et il y a plus : un tel état de choses doit provoquer nécessairement un ensauvagement de la vie publique : attentats, fusillades d'otages, etc. » (*La Révolution russe*)

Si l'on prend au sérieux ce que dit Rosa Luxemburg et le fait que, pour nous, la question de la démocratie doit être centrale, nous n'avons pas besoin de fonder d'une façon ou d'une autre l'existence de droits démocratiques. Ainsi, on ne peut plus justifier le multipartisme par l'existence d'intérêts divergents dans le salariat. Outre que cette vision reflète un sociologisme simpliste, l'argument peut être facilement retourné : en effet, si l'objectif des révolutionnaires est d'unifier politiquement le prolétariat, un parti unique peut se justifier. Le multipartisme, comme tous les autres droits démocratiques, est une nécessité en lui-même. Comme l'affirme Rosa Luxemburg, nous avons besoin de ces droits, tout simplement parce que nous voulons vivre en démocratie. C'est un choix politique de nature axiomatique que nous posons a priori.

Mais reste posé dans ce cadre, la question de l'Etat, du pouvoir et des institutions ? Quelles institutions pour permettre la participation effective des individus aux affaires qui les concernent ? S'agit-il d'un système fondé sur la représentation ou conçu autrement ? Comment cette exigence de démocratie s'articule-t-elle avec la lutte contre les discriminations et les oppressions ?

L'Etat au cœur de la transformation sociale ?

Au tournant du 19^{ème} et du 20^{ème} siècle, la fin de la 1^{ère} mondialisation et les espoirs liés aux développements scientifiques et techniques de la 2^{ème} révolution industrielle vont entraîner une évolution dans la pensée de la transformation sociale. Face à la propriété privée des moyens de production et à l'anarchie du marché, l'Etat et la grande entreprise moderne, sur les modèles allemands et américains (taylorisme), vont être considérés comme les outils et les modèles pour la société future. Le socialisme devient alors identifié à la nationalisation/étatisation des moyens de production et à la planification sans que ne soit posée la question de savoir qui dirige réellement l'Etat et quelles étaient les catégories qui gouvernaient le plan. Cette conception est commune à toute une partie de la 2^{ème} Internationale sous l'égide de Kautsky et devient hégémonique dans la gauche au 20^{ème} siècle y compris dans beaucoup de courants critiques du stalinisme. Cette conception, mettant de côté l'aliénation et l'oppression produites par le despotisme d'usine, refuse d'admettre le fait que les forces productives ne sont pas techniquement neutres et sont marquées par les rapports de production dans lesquelles elles se meuvent. Et elle conduit à hypertrophier la question de la prise du pouvoir d'Etat par les partis et la subordination des mouvements à leur égard.

Nous avons déjà tiré en partie les leçons de cette histoire, quand nous parlons « d'appropriation sociale » et lorsque nous disons qu'une simple modification de la forme juridique de la propriété, la nationalisation/étatisation, ne permet pas d'y répondre. Mais de nombreux problèmes restent à traiter. Quelle forme concrète peut prendre cette appropriation sociale et comment y intégrer la problématique des « communs ». Comment résoudre la contradiction entre la volonté de gestion démocratique, qu'exprime la problématique des communs ou les SCOP, et la nécessité de lutter contre une concurrence qui peut s'avérer destructrice ? Comment la notion d'autogestion s'articule-t-elle avec des décisions dont la cohérence couvre un territoire et un public dépassant largement une entreprise déterminée ? Comment faire pour empêcher que cette gestion démocratique ne se transforme en monopolisation du pouvoir par une caste technocratique légitimée par sa capacité d'expertise ? Comment imprimer une direction à la société sur le long terme sans que cette direction ne soit donnée par une caste technico-bureaucratique ? Dans ce cadre, l'opposition plan/marché est-elle opératoire ?

Une nouvelle perspective stratégique

L'idée que seul le prolétariat, réduit très rapidement à la notion sociologique de classe ouvrière, peut être l'instrument du renversement du capitalisme et de la construction d'une société sans classe a été largement dominante. Une conception qui ne se vérifiera que très partiellement dans les transformations révolutionnaires des siècles qui suivirent, la paysannerie comme de nombreuses couches urbaines ayant joué – dans des configurations très différentes d'une situation à l'autre – un rôle déterminant dans ces processus. Mais c'est surtout une conception dont découle une hiérarchisation des combats et des priorités. Le féminisme, qui s'est développé dès le 19^{ème} siècle, ou les préoccupations environnementales qui étaient présentes là aussi dès le 19^{ème} siècle, seront ainsi historiquement subordonnés à la question sociale et aux organisations qui la représente.

Nous affirmons, au contraire, qu'il y a une multiplicité d'oppressions qui ne peuvent se réduire à la seule opposition capital/travail et que, de plus, la domination du capital ne se réduit pas à la sphère des rapports de production, mais vise la société tout entière. Un mouvement d'émancipation ne peut donc être que « non classiste » et hétérogène, ce qui pose des problèmes stratégiques inédits. Une même personne peut à la fois être exploitée par le capital, opprimée par d'autres exploités et pris dans des configurations discriminantes. Comment alors construire une cohérence stratégique si aucun acteur particulier (le prolétariat, le parti...) ne peut la donner *a priori* ? Quel rôle alors pour l'organisation politique ? Et *quid* de la prise du pouvoir qui reste indispensable à la fois pour que les processus d'émancipation présents dans la société capitaliste puissent prendre toute leur ampleur mais aussi pour faire bifurquer globalement la société ?

Point de vue de Jean-Claude Mamet

Cette lecture des leçons à tirer du siècle dernier (qui est très partielle) est partie d'une première mouture de Pierre Khalfa, puis Christophe Aguiton. Certaines formules trop rapides de la version Khalfa-Aguiton me posent problème. Le texte initial semblait un peu trop estimer que les catastrophes du 20^{ème} siècle étaient contenues dans la pensée théorique communiste, quasiment dès l'origine. C'est oublier qu'en URSS notamment, il y a eu une contre-révolution, dont la portée sociale, politique et historique fut immense et terrible. Mais l'insistance maintenue sur Rosa Luxemburg (la très longue citation), dont je partage moi aussi le contenu critique sur la démocratie, laisse penser que le cours des choses aurait pu tourner autrement si on l'avait écoutée. C'est un peu simpliste. D'autres questions sont affirmées de manière abrupte : réduire les débats du mouvement ouvrier à la fin du 19^{ème} siècle à l'appropriation publique étatique me semble une vision étriquée (même si cette vision était dominante comme projet); estimer que le communisme porte dans ses gènes une vision de la société sans contradiction, c'est un peu vite dit. Etc. Il aurait donc fallu discuter bien plus. C'est possible ! Mais cela prend plus de temps que prévu. C'est pourquoi depuis le début j'estime qu'il faut prendre le temps du bilan, mais avancer sans exiger au préalable un accord sur ce même bilan. C'est une méthode plus ouverte. Et pas moins exigeante.

Contribution de Pierre Cours-Salies et Pierre Zarka

L'option prise pour rédiger cette partie, dès lors que la décision était prise de faire ce texte dans ces délais, a visé deux choses. Nous ne voulions pas courir le risque de fermer des discussions par des conclusions présumées : nous avons en tête la nécessité d'une discussion critique amplement partagée sur le passé du 20^e siècle, qui suppose d'en prendre le temps et les moyens. Il faudra donc prendre des initiatives, dans Ensemble !, afin de stimuler ce travail qui devrait être l'objet d'un intérêt culturel et politique assez large.

Nous nous sommes souciés, pour ce texte, de reprendre quelques éléments des apports contradictoires du 20^e siècle. Nous voyons bien que des traditions présentes (écologie, féminisme, examen critique des

effets de la colonisation), que nous voulons contribuer à rassembler dans une même perspective, demandent à prendre une place à côté des questions plus traditionnelles des débats des divers courants se réclamant de divers marxismes.

Loin de nous la tentation de négliger l'actualité et la force des analyses de Marx, auquel nous avons consacré récemment un livre. Au contraire, nous voudrions bien qu'il soit discuté dans Ensemble ! Mais cela souligne pour nous la nécessité de ne pas dissocier les différentes composantes des mouvements des opprimé.e.s et des exploité.e.s qui, à partir de parcours différents, portent collectivement les moyens de remplacer le capitalisme.

Façonnés par l'histoire du 20^e siècle, nous en héritons des questions, des craintes, des potentialités.

Echec du « socialisme réellement existant » ou du communisme étatique : les régimes qui s'en réclamaient se sont transformés en systèmes d'oppression et d'exploitation parfois sanglants. Echec du réformisme social-démocrate qui a été incapable de répondre à la crise du capitalisme fordiste et qui s'est rallié, pour l'essentiel, au néolibéralisme. Echec des régimes issus des révolutions anticoloniales qui se sont transformés en dictatures bureaucratiques féroces. L'idée même d'émancipation s'en est trouvée atteinte.

Cinq ou six questions paraissent essentielles. Certaines d'entre elles renvoient à la naissance du mouvement ouvrier et portent sur la démocratie, l'Etat, le « Parti », les formes de luttes pour la transformation du pouvoir et de la société. Les autres semblent plus récentes : l'intégration du féminisme et de l'écologie, comme les contradictions héritées du colonialisme.

La démocratie

Aujourd'hui, l'idée de démocratie fait problème plus qu'elle ne donne de réponses : qui se contenterait de ce que Jean-Jacques Rousseau dénonçait déjà, « choisir son maître tous les quatre ans et se taire après » ?

Nous devons nous confronter à deux craintes.

Celle de voir l'oligarchie de la classe dirigeante imposer une « gouvernance ». Celle-ci en fait, ne reconnaît des pouvoirs politiques réels qu'aux hauts fonctionnaires et aux dirigeants patronaux. L'Union européenne en est une illustration.

Celle où le peuple ne peut pas dépasser les illusions et le carcan d'une pseudo-démocratie, bref, constituer son pouvoir avec ses moyens d'information, d'initiatives et de débats collectifs.

Fondamentalement, la démocratie implique de permettre que les individus fassent cause commune et deviennent le sujet de l'agir politique. A quelles conditions, les dominé.e.s et exploité.e.s peuvent-ils produire du commun et accéder à une nouvelle définition de la citoyenneté ?

Il n'y a pas d'unité sans débats et initiatives. Le multipartisme, comme tous les autres droits démocratiques, est une nécessité en lui-même.

Une forte potentialité se manifeste depuis des années : exigences de démocratie directe, d'autogestion, pratiques collectives...

Une réelle révolution démocratique est et sera notre priorité majeure.

L'Etat au cœur de la transformation sociale

L'Etat a toujours été un problème dans l'ensemble du mouvement ouvrier et des luttes pour l'émancipation.

Sa fonction première, qui lui permet de rester stable, est de garantir un fonctionnement régulier des diverses activités sociales : transports, santé, énergie... Il est aussi chargé d'interdire des violences « illégitimes ». Il crée de l'unité en surplombant les « représentés » et intègre les réalités issues du rapport de forces entre classes afin de rendre l'exercice de la domination viable.

En fonction de la classe dominante, il réprime lui-même avec la force que la loi lui reconnaît, au nom des règles de la propriété, du commerce et du droit familial.

Nous sommes confrontés à deux impasses possibles.

Une grave erreur a été de confondre son rôle de protection des plus faibles avec un rôle progressiste. Pour stabiliser le pouvoir d'une classe dirigeante, en fait l'Etat peut limiter les privilèges de celle-ci et ainsi mieux imposer le respect de « l'ordre ».

L'autre erreur a été de croire qu'il est possible de « s'emparer de l'appareil d'Etat » et de l'utiliser pour mieux servir le prolétariat. Sans changement combiné des rapports sociaux et de l'Etat, celui-ci assure le retour des privilèges, de la soumission ...

Cela a provoqué bien des effets négatifs : l'ensemble du droit social, national, européen, international reste fragile, morcelé autant que le veulent les gouvernements ; et sujet à retournement. Quant aux nationalisations, qui visaient à empêcher des abus de la part de la bourgeoisie, afin que des biens soient d'utilité sociale pour tous, elles ont, nationalisations/étatisations, souvent produit des effets inverses à ceux espérés.

Tirant des leçons de cette histoire, nous employons l'expression « d'appropriation sociale ». Il ne s'agit pas seulement de la forme juridique de la propriété. Dès les services publics, est nécessaire une invention démocratique, avec et pour le plus grand nombre, qui appelle des rapports de coopération parmi les salarié.e.s et les usager.e.s.

Des exigences et des expériences en ce sens ont eu lieu et sont restées minoritaires. Mais elles donnent une ouverture et invitent à rouvrir les débats sur l'autogestion ; elle ne concerne pas qu'un périmètre territorial ou d'activité étroit.

Dans bien des luttes actuelles contre des plans de licenciements, la question posée est de récupérer des entreprises, d'en exclure des actionnaires auxquels il faut demander des comptes... Déjà la discussion a lieu sur le droit de préemption afin que les collectifs de salarié.e.s puissent faire des propositions de maintien des emplois avec des réorientations de productions, en lien avec les élu.e.s, les usagers... De même les SCOP rencontrent la nécessité de lutter contre une concurrence et des manques de cohérence qui peuvent des « pouvoirs publics », s'avérer destructrices. La problématique des communs dépend de la résistance, notamment à leur soumission à des formes de privatisation et de marchandisation (des activités liées à Internet au don du sang en passant par des semences ou des espaces collectifs).

Comment imprimer une direction à la société sur le long terme ? Comment le débat démocratique qui traverse les mouvements populaires peut se poursuivre et se retrouver, jusqu'aux décisions institutionnelles ? Cela suppose que, culturellement et en termes de pouvoir ces options ne soient pas dominées par une caste technico-bureaucratique. Cette question exigera de préciser les relations internationales et les exigences démocratiques.

Le « Parti » politique, quel devenir ?

Depuis qu'il existe des combats démocratiques, le rapport des individus aux partis a fait question. Parti d'adhésion de masse ou d'avant-garde, parti-mouvement... Le discrédit actuel est d'autant plus grand que des phénomènes nouveaux d'individuation poussent dans la société

La véritable question tient en peu de termes. Comment peser sur des décisions collectives ? Quelle est la part de travail pour changer les représentations idéologiques dans le combat émancipateur ? S'il faut transformer les institutions et les rapports sociaux, quel type d'organisation politique faut-il construire ?

Pour « prendre le pouvoir » dans des institutions, les activités et le but ne sont pas les mêmes que s'il s'agit de permettre au plus grand nombre de faire mouvement et ainsi faire un pouvoir nouveau, social, culturel, une toute autre économie et d'autres rapports à la nature..

Développer une structure d'organisation obéissant aux exigences de la délégation de pouvoir tournerait le dos à la révolution démocratique.

Cela fait des années que la critique de ces processus est répétée. Au vu des expériences réelles du 20^e siècle, cela se comprend. Mais cela appelle, en fait, une discussion approfondie.

Pour notre part, nous voyons bien qu'il faut regrouper les forces militantes qui veulent mettre fin au système capitaliste : cela ne peut aller sans objectifs communs, sans activités coordonnées... Construire cette force et rassembler les exploités.e.s est un processus qui peut prendre du temps : il y a donc cohésion politique et rapports de confiance réciproques.

Quel qu'en soit le nom, une telle prise de parti est indispensable pour qu'existe une unité des luttes et des mobilisations capable de construire des voies pour l'émancipation.

Sans le féminisme, pas de projet émancipateur

Une pression constante a pesé sur le mouvement ouvrier pour relativiser l'oppression à l'encontre des femmes, « prolétaire du prolétaire » (Engels).

Mais cette lutte contre l'oppression et pour la transformation de ces rapports sociaux a été portée par des mouvements féministes depuis des siècles.

Au 20^e siècle, avec des moments de succès et des reflux, le féminisme a posé les questions de dominations en élargissant le champ tel qu'il était traditionnellement défini ; il a facilité, par sa remise en cause des rapports sexués de domination l'élargissement de la notion d'oppression à tous les types de domination, et la reconnaissance de la diversité des orientations sexuelles. Il a contribué à faire reculer l'homophobie.

Le féminisme a aussi, même avec des conflits, une histoire commune avec les syndicats et tous les courants qui ont pu se réclamer du communisme, du socialisme, du syndicalisme révolutionnaire et de l'autogestion.

La loi reconnaissant le droit à l'avortement et la contraception, obtenue par l'action de masse auto-organisée et la pratique de transgression de la légalité, apparaît bien comme une suite de la grève de masse de mai 68.

Sa remise en cause par les réactionnaires pour « restaurer » des valeurs traditionnelles souligne encore le lien inséparable des combats contre l'exploitation et toutes les dominations.

Dans cette situation de menace de retour en arrière, les inégalités encore subies par les femmes mettent en évidence une part de la continuité que nous assumons avec le passé.

Sortir du modèle capitaliste : la place de l'écologie radicale.

Une observation et des critiques des effets de l'industrie existent depuis le 19^e siècle : l'usage intensif de produits chimiques avait ruiné des zones agricoles et on se souvient trop peu de Marx soulignant que le capitalisme détruit « les êtres humains et la terre ». La difficulté à construire un mode de développement social original a conduit les mouvements ouvriers du 20^e siècle à confondre bien être avec productivisme.

Pour le 20^e siècle, nous devons résumer brièvement l'existence de courants d'une écologie politique critique dès avant 1968 : l'idée que le développement capitaliste est devenu un danger pour les rapports avec la nature s'exprime fortement.

Citons en quelques traces, des articles de Michel Bosquet, (alias André Gorz), aux écrits communistes du printemps de Prague, une conférence internationale à Berlin, avec des délégués des « pays de l'Est », des Etats-Unis et d'Europe...

Un rejet de ces options, tant à « l'Ouest » qu'à « l'Est », renvoya les exigences écologistes aux discussions de courants minoritaires alors que les questions étaient déjà ressenties comme brûlantes. Le retard que nous avons à combler vient de cette défaite culturelle et politique.

Ce refus d'un approfondissement et d'un renouvellement de la critique du capitalisme donna une place excessive à des courants modérés, voire de moralisation du capitalisme mieux aménagé.

Il nous incombe, avec l'ensemble du mouvement altermondialiste, de renouveler les luttes et les traditions internationalistes autour de cette réalité et de cette nécessité : les producteurs associés règlent de manière rationnelle leurs échanges organiques avec la nature et les soumettent à leur contrôle commun ; et ils les accomplissent en dépensant le moins d'énergie possible, dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine.

Le colonialisme en héritage

Tout le retour critique sur l'esclavage depuis des siècles et la colonisation ne met sans doute pas assez en lumière comment le développement capitaliste a façonné le monde.

Nous devons participer activement à toute l'analyse critique des phénomènes coloniaux et de leur poids encore dans les perceptions postcoloniales. Cette question relève des combats culturels pour faire exister un internationalisme à la hauteur de l'actuel « ordre du monde ».

Dans le cas français, si le Programme du CNR prévoyait que tous les peuples auraient droit à leur indépendance et à une « association » avec la République française s'ils le souhaitaient les luttes de décolonisation, les guerres faites par les gouvernements de la 4^e et de la 5^e République. Le mouvement ouvrier a le plus souvent soutenu ces luttes de décolonisation, celle d'Algérie provoquant une scission du parti socialiste de l'époque.

Les promesses d'accès aux droits politiques pour les africains qui avaient participé à la 2^e guerre mondiale ne doivent plus être passées sous silence quand nous remettons en cause la « France Afrique » ; les responsabilités économiques, techniques, sociales doivent être mise au grand jour et amener des expropriations d'entreprises afin d'en orienter les activités en fonction des priorités des peuples.

Notre propre définition de ce qui fait un peuple appelle aussi une bataille politique et culturelle : ce n'est qu'au 19^e siècle sous l'impulsion d'un capitalisme triomphant que « nation/peuple » et « nationalité » se sont confondus. Encore sous la Commune, des polonais ont pu participer à son gouvernement comme éléments constitutifs du peuple... français.

La question du droit à la citoyenneté et à la nationalité sur simple demande des intéressés, que nous soutenons, est une des conséquences fortes de ce retour critique sur le passé.

Nous ne sommes pas sortis de la crise du projet de transformation sociale

Quelle conception de la politique et quelles institutions proposons-nous pour permettre la participation effective des individus aux affaires qui les concernent ? Comment s'articulent projection vers un autre avenir et actions immédiates ? Entre luttes et échéances électorales ? Comment cette exigence de démocratie peut-elle se développer avec la lutte contre les discriminations et les oppressions ? Comment la notion d'autogestion s'articule-t-elle avec des décisions dont la cohérence couvre un territoire et un public dépassant largement une entreprise déterminée ?

Quelle organisation contribuera, grâce à une révolution démocratique, à se débarrasser du système capitaliste et fera exister une transformation sociale et écologique ?

Nos questions sont ancrées dans le passé et sont stimulées par toutes les possibilités « déjà-là ».

Explication de Francis Sitel et Jean-Claude Mamet L'émancipation : d'où viennent certaines difficultés ?

La volonté de mettre à l'ordre du jour un débat public sur les conditions de l'émancipation aujourd'hui nous avait conduits à envisager une initiative publique d'Ensemble avant la fin de l'année 2014, donc tournée vers l'extérieur (y compris avec des invités). Le temps ayant manqué, nous avons imaginé un projet plus modeste à l'occasion de notre Assemblée de fin janvier 2015.

Dès lors, le travail sur le texte émancipation a été engagé sans une réelle réflexion collective préalable sur ce qu'il pourrait et devrait être, et avec une dimension plus « interne » au mouvement. Il semble que s'est imposée comme évidente la possibilité d'élaborer un texte de fond qui permettrait à notre

mouvement de commencer à se doter d'une dimension programmatique, plus ambitieuse que les « textes de référence » de novembre 2013. Et ce de manière consensuelle, puisqu'il apparaissait que quelques idées force étaient disponibles et feraient aisément accord, notamment sur les éléments d'émancipation déjà présents dans le monde d'aujourd'hui. D'où le fait qu'un groupe réduit de camarades de l'EAN pouvait être en capacité de proposer un projet dans des délais réduits, et que quelques discussions en CN permettraient de travailler un texte pour l'AG de fin janvier. Dans le plan de travail élaboré, une question demeurait non clarifiée sur la partie 2 : ce qui était nommé « tirer les leçons du passé » et notamment du 20^{ème} siècle. S'agissait-il de *commencer par un bilan théorique et stratégique* comme condition pour pouvoir travailler l'avenir, ou plus modestement de prendre appui sur des éléments partiels et partagés de bilan pour étayer un projet pour le temps présent ? De là viennent nos difficultés.

Certes, nombre d'idées sont partagées, on les trouve dans les projets proposés : d'abord la référence centrale à cette notion d'émancipation, plus précisément d'auto-émancipation, le repérage des éléments de celle-ci présents et actifs dans la réalité présente de nos sociétés et dans les mobilisations sociales sur de multiples terrains, des leçons décisives à tirer de l'expérience historique qui permettent d'éclairer la voie vers une société d'émancipation, à la fois en termes de projet et de méthodes d'action.

Mais, progressivement, les échanges au sein du groupe en charge du projet et à l'occasion des CN, ont fait apparaître des questions sur lesquelles l'accord n'est pas donné d'avance, et que la discussion nécessitait de prendre beaucoup plus de temps. C'est en particulier à propos de la deuxième partie, qui vise à tirer quelques leçons du XX^e siècle, qu'elles se sont révélées les plus épineuses. Elles renvoient en effet à un problème majeur : construire un accord sur la compréhension du passé est difficile. Si on envisage celui-ci comme la base permettant de justifier des propositions par rapport à l'avenir le risque est grand de multiplier et figer des désaccords hérités du passé, plutôt que de surmonter ceux-ci et de s'ouvrir vers l'extérieur. D'une manière générale, ce n'est pas une bonne méthode, surtout en peu de temps, de tenter de se mettre d'abord d'accord sur les bilans afin d'envisager l'avenir (le Front de gauche serait impossible avec cette méthode par exemple !).

En outre le fait de se référer de manière déterminante aux grands penseurs de la tradition marxiste (Marx, Lénine, Luxemburg, Gramsci...) induit une vision qui privilégie les données idéologiques par rapport à l'intervention des forces sociales. Or, l'équilibre entre les unes et les autres est déterminant pour la compréhension de ce qui s'est passé, en particulier en URSS. Ainsi, si chacun s'accorde à dire que bien des erreurs ont été commises dans la manière d'envisager les processus révolutionnaires au début du 20^{ème} siècle, erreurs ayant facilité indéniablement les suites tragiques des événements, il convient de distinguer lesdites erreurs, des processus sociaux contre-révolutionnaires qui ont suivi et abouti aux résultats que l'on sait. Or, cet aspect était au départ absent des ébauches de textes. De plus, il y a sans doute plusieurs éclairages de ces questions au sein d'Ensemble et il conviendrait d'abord de mettre à jour ce pluralisme.

La prise en compte de ces difficultés a conduit à nettement préciser que les textes proposés devaient être considérés comme devant ouvrir un chantier, qu'ils ne pourraient donc être soumis à approbation du mouvement, mais seulement appeler à discussion et réflexion collectives. Pourtant, même en réajustant les ambitions et possibilités, il est apparu qu'il n'était pas possible, en particulier sur la 2^e question dite « historique », de parvenir à des formules consensuelles.

Dans ces conditions le mieux est sans doute de prendre acte de l'impossibilité, à cette étape, de parvenir à des rédactions communes sur les points les plus difficiles. Nous considérons que l'approche devrait être de travailler à cerner quels sont ces points sensibles et pourquoi il y a problème les concernant.

Cela suppose d'écarter toute précipitation, et se donner les moyens de mener cette réflexion. Laquelle demande beaucoup de travail, et donc du temps. Ce dont nous allons manquer d'ici la fin janvier.

Il nous semble en effet que le problème auquel nous nous confrontons est lié à une contradiction centrale de la situation : ce qu'on peut dénommer le mouvement pour l'émancipation souffre d'un déficit de projet, il est privé de ce qu'a été pour le mouvement ouvrier la perspective du

socialisme/communisme, qui représentait quelles qu'aient été ses limites et illusions un horizon d'attente, une utopie mobilisatrice.

De cette situation, des éléments d'explication sont disponibles, même s'ils renvoient à des expériences et théories différentes, mais on ne doit pas se cacher que le décryptage du passé et la mise en cohérence de ces éléments s'opèrent en fonction de points de vue divers et provisoires sur les moyens de modifier, ou non, cette situation. On a donc là une tension inévitable qu'il faut assumer et maîtriser. Sinon on risque de théoriser à partir de réponses partielles bricolées, en fonction de lectures du passé entachées d'erreurs, ce qui aurait des conséquences durables, voire provoquerait des dérapages.

Il ne s'agit pas de renoncer, ni de renvoyer *sine die* ce travail d'élaboration collective. Plutôt de rappeler son importance décisive pour un mouvement comme celui que nous construisons. Les attentes fortes qui se cristallisent sur le projet d'un texte émancipation ne doivent pas être déçues, mais on ne saurait prétendre pouvoir y répondre vite et facilement. On peut observer ce qui se passe au sein du Front de gauche pour prendre la mesure des difficultés sur ce sujet. Du côté du PC, la multiplicité des initiatives et espaces de débat, mobilisant des ressources importantes, ne parvient pas à compenser ni à cacher une évidente paralysie de la capacité d'examen critique de l'état de ce parti, de son passé et des possibilités d'une transformation fondamentale. A l'inverse, du côté du PG et de Jean-Luc Mélenchon, une incontestable agilité de pensée et d'inventivité conduit à précipiter des changements de ligne, pour une bonne part justifiés de manière superficielle et par là déroutantes (cf. le dernier entretien dans *Regards*).

Notre mouvement doit se garder de ces deux écueils, et définir une méthode de travail sérieuse et responsable.

On peut penser que, sans qu'on l'ait prévu, c'est ce type de défi que permet d'éclairer les difficultés du travail que nous avons engagé.

Contribution de Francis Sitel A propos des leçons du XXe siècle, réflexions sur la notion d'échec

Avec cette contribution, l'objectif est de chercher à élucider les raisons d'un malaise par rapport à ce que tentons d'élaborer avec les textes sur l'émancipation, principalement en la partie qui ambitionne de proposer un bilan du siècle passé.

Les questions que nous pose ce retour sur le 20e siècle sont vertigineuses. La crainte est que nous détournions notre regard collectif vers quelques certitudes rassurantes, ou, peut-être pire, que nous nous réfugions dans un scepticisme commode pour lequel il n'est pas de vérité en politique, seulement des convictions forcément relatives...

Je vais faire beaucoup appel à ce que nous a légué Roland Lew, qui a courageusement affronté ces questions. Et cela en fonction de deux spécificités qui me paraissent décisives. D'une part son souci, quasi obsessionnel, de ce qu'il nommait *auto-émancipation*, laquelle il prenait fort au sérieux et lui donnait une réelle puissance. D'autre part sa connaissance de la Chine et son intérêt pour elle. Une question que nous pouvons nous poser est en effet de se demander si les historiens du futur ne considéreront pas que l'histoire de la Chine est en dernier ressort l'élément central de celle du XXe siècle.

Cette dernière remarque pour souligner que nous devrions prendre garde au fait que nous regardons le siècle passé à partir du prisme qui est inévitablement le nôtre, mais qui insidieusement peut déformer la vision que nous en avons. Du fait d'une première caractéristique : un occidental-européisme. Et d'une seconde qui se combine avec celle-ci : une vision rétrospective qui conduit à interpréter la réalité passée en fonction de nos *désillusions*, qui naissent de ce que nous aurions voulu qu'il soit.

N'est-ce pas ce qui explique le rôle interprétatif que nous donnons à la notion d'*échec*, qui paraît s'imposer avec évidence. Or, celle-ci demande peut-être à être déconstruite. Nous allons y revenir.

Mais auparavant indiquons au croisement des deux caractéristiques indiquées plus

haut qu'on peut s'interroger si les « désillusions » sont les mêmes pour nous et pour un Algérien, malgré une histoire largement partagée, et pour un Cubain, pour un Arabe du Moyen-Orient, voire un Chinois, et un Russe ? Et dans certains cas, la notion d'échec n'est sans doute pas pertinente pour

désigner des catastrophes historiques : les génocides, l'utilisation de l'arme atomique, l'expulsion des Palestiniens, le Cambodge des Khmers rouges, les guerres dans la région africaine des Grands lacs... Rien ne dit que pour toutes celles et tous ceux qui sont concernés par « l'émancipation », selon le pays où il se trouve et ce dont ils héritent, se posent concernant les leçons de l'histoire récente les mêmes questions que pour nous.

Des interrogations seulement ici pointées pour ne pas oublier de prendre en compte quelles difficultés existent, au plan philosophique pour la recherche d'une vérité en politique, à laquelle il ne faut pas renoncer, et, en termes plus directement politiques, pour définir un internationalisme actualisé auquel nous restons fidèles.

Cela dit, réfléchissons, ici et maintenant, et à notre modeste échelle, à cette notion d'échec.

Échec de quoi ?

Implicitement on part du constat que les projets révolutionnaires qui ont traversé le 20e siècle ont échoué. Donc le siècle en question, c'est le « court 20e siècle » de Hobsbawm, ouvert par la révolution d'Octobre et refermé par l'implosion de l'URSS. Et l'explication en découle : ce qui a échoué, c'est la formule marxiste de l'émancipation humaine.

Or, on peut penser que nous sommes confrontés à autre chose de bien plus grande portée. Le 20e siècle a été celui de la mise à l'épreuve de la modernité comme porteuse de l'émancipation des dominés. Ce qui nous renvoie, en-deçà vers les Lumières, et au delà sur la question de savoir s'il existe une possible sortie du capitalisme. De ce point de vue, pour revenir à elle, sans doute qu'une interrogation centrale doit être de s'interroger sur ce que signifie l'accession de la Chine, née de révolutions se revendiquant du communisme, au rang de super puissance capitaliste, et ce sous la férule d'un parti-Etat qui se dit communiste.

Quel contenu donner au verdict d'échec ?

D'aucuns, dont nous sommes, le comprennent comme le constat d'une promesse qui ne s'est pas réalisée, et même certains peuvent l'expliquer par l'idée qu'elle a été trahie . D'autres considèrent que ladite promesse était frauduleuse, et que la sortie du capitalisme relèverait de la mission impossible. Il y a là deux voies ouvertes. L'une d'acceptation du capitalisme comme horizon indépassable. Cela dans un contexte où s'impose de surcroît l'idée qu'il n'est pas non plus réformable, la voie est ouverte à la désintégration de l'universel (ce que Sophie Bessis définit comme la double impasse des fondamentalismes religieux et marchand). L'autre voie est celle du chantier qui doit être le nôtre (pour l'émancipation toujours !)...

Quand on dit échec, c'est pour dire quoi ?

Roland Lew avait travaillé la question dans le souci de légitimer la notion d'auto-émancipation.

Le 18e siècle, avec les Lumières et la Révolution française, a inventé l'émancipation de l'individu (sa libération de la religion et du despotisme) et l'action politique des masses. Cela avec la croyance au progrès (technique, économique, social, spirituel) et l'objectif du bonheur pour l'humanité.

Le 19e siècle fut celui de la révolution industrielle, par le capitalisme. Celle-ci a provoqué des progrès économiques inouïs, certes à un prix social et des risques environnementaux considérables, mais dont il ne faut pas nier qu'ils demeurent sidérants. La révolution industrielle c'est aussi l'affirmation d'un monde ouvrier, qui fut investi de la mission d'accomplir les promesses d'émancipation des Lumières et de créer une société libérée du capitalisme (et qui entamait sa construction via une contre société embryonnaire).

Tout cela a en grande partie sombré. Le mouvement *ouvrier* n'apparaît plus porteur d'une utopie émancipatrice. Les réalités industrielles, scientifiques et techniques restent fascinantes, mais tout autant par les menaces sur le devenir humain que par leurs promesses de progrès. Ce pourquoi nous, nous en Europe occidentale et contemporains du post 20e siècle, disons *échec*.

Mais quelles explications en proposons-nous ?

Là encore Roland Lew :

° Parce qu'il y avait des ignorances, des occultations : de la moitié de l'humanité (les femmes), d'une grande partie du peuple (la paysannerie).

° Parce qu'il y eu méconnaissance que la dialectique de « l'égaliberté » (toujours active) est travaillée par une « dialectique négative » : le racisme, le colonialisme, le nationalisme...

- ° Parce qu'il y avait de l'impensable : la puissance des contre révolutions (le fascisme, le stalinisme...)
- ° Parce qu'il y avait pour les révolutionnaires des limites infranchissables : l'avant gardisme (qui a amené à *substituer* les « émancipateurs » à l'auto-émancipation), l'implacable bureaucratisme, et la question de l'État-léviathan...

C'est donc ce dernier point que nous pouvons travailler lorsque, pour réfléchir au projet de l'émancipation, nous évoquons les leçons du siècle passé. Mais veillons à écarter la tentation de prendre une partie pour le tout, ce qui serait le risque d'un grand dérapage...

Contribution de Stéphane Lavignotte

Pas d'émancipation sans critique écologiste de l'histoire du projet d'émancipation

En ce début de XXI^e siècle, la crise écologique ne pose rien moins que la question de la survie de l'humanité comme espèce. En conséquence, une analyse des erreurs du passé doit aller bien au-delà du simple bilan du mouvement ouvrier, bien sûr indispensable. Même si l'explosion de la production de CO₂ à l'origine de l'actuelle menace vitale commence avec la révolution industrielle concomitante avec la naissance de celui-ci et dépasse le seuil de soutenabilité au moment – le milieu des années 60 - où il a construit le rapport de force le plus favorable et en partie en raison de la satisfaction croissante de ses revendications légitimes de bien être matériel, les racines culturelles de la crise remontent bien plus loin.

La difficulté intellectuelle majeure est que l'ivraie de la démesure productiviste et de la vision reifiante de la vie est mélangée avec le bon grain (à moudre)(et oui, l'émancipation aussi est dialectique) de l'émancipation et qu'il n'est pas question pour nous de renoncer au projet émancipateur. Au contraire, nous pensons qu'aujourd'hui, seule une critique profonde – au sens de Arne Naess, c'est à dire y compris des racines culturelles – et pas seulement superficielle peut sauver le projet émancipateur de la prise de pouvoir quasi-permanentes en son sein au cours de son histoire des tendances mortifères et qu'il faut se demander pourquoi il se laisse ainsi en permanence retourner dans ses conséquences par rapport à ses intentions.

1 - Le passé est plus vieux que ce que l'on croit...

Si les débats autour de la critique du programme de Gotha semble « la loi et les prophètes » pour le mouvement ouvrier, l'article de l'historien médiéviste Lynn White Jr en 1966 dans la revue *Nature* sur « Les racines historiques de notre crise écologique » est celui de la critique écologiste des impasses de la civilisation occidentale. Les lieux spirituels, philosophiques et idéologiques où s'est construite la pensée dominante d'arraisonnement de la nature jalonnent l'histoire de notre civilisation : la responsabilité du naturalisme d'Aristote qui pense le premier la séparation entre les hommes et les autres êtres naturels, la pensée grecque que « L'humain est la mesure de toute chose », le texte biblique de la Genèse et son fameux « dominer la terre » (a contrario d'autres passages du textes permettant au contraire l'idée d'une vie à recevoir et d'une humanité qui se définit d'abord par la tension entre ses limites et son désir de connaissance)... Lynn White situe au XII^e siècle le moment de retournement décisif dans la conception occidentale du rapport à la nature : la théologie naturelle cesse d'être le décodage des symboles physiques de la communication de Dieu avec l'homme et devint la recherche de l'esprit de Dieu à travers les mécanismes de fonctionnement de la nature. La vision mécaniste de la nature serait ainsi mise en route.

Sans doute faut-il mettre en avant d'autres moments d'inflexions. La fin du Moyen-âge avec l'avènement du nominalisme (l'individualité de chaque chose), du dualisme (créé-incréé, humain-nature, corps-âme, foi-raison, etc). La montée en puissance – pour s'affirmer à la Renaissance - d'un Dieu qui est davantage volonté (et donc tout puissance) qu'être. La place de la technique dans la modernité avec – par exemple chez Francis Bacon, l'un des inventeurs de l'idée de progrès - l'espérance que la science moderne permettra à l'humain de recouvrer sa perfection et de revenir à son état d'avant la chute. Enfin, le tournant cartésien au XVII^e siècle et cette idée que tout peut devenir équation, mécanique, peut être contrôlé, orienté, mis à la main de l'humain...

Cela rappelle, que comme le montrait Walter Benjamin par une image saisissante, la théologie - honnie et honteuse dans nos débats français - se trouve être le nain bossu caché sous le théâtre qui fait encore tourner les principaux rouages de nos pensées, de nos idéologies, de nos histoires : et plus ce nain a été refoulé, plus on lui a laissé paresseusement le travail¹.

Ainsi, l'idée émancipatrice d'un humain voulant contrôler son destin – en dehors des puissances de nature, de Dieux tout-puissants, de tutelles traditionnelles de toutes sortes - est devenue un rêve de toute puissance humaine qui s'est développé au détriment des autres humains (et en premier lieu des femmes, des enfants et des peuples colonisés), des espèces vivantes et des écosystèmes. Se soustraire à la main des puissants (l'étymologie du mot émancipation), se prendre en main, toutes choses qu'il faut poursuivre sans relâche, est aussi devenu mettre la main sur tout et ne considérer la vie animale que comme une mécanique (Pascal), la nature comme une équation, une carrière à exploiter sans limite.

2 - Intégrer des questions hérétiques

Cette critique a émergé au tournant des années 60-70 d'une génération qui avait traversé les horreurs du siècle et qui avait le sentiment que d'autres se préparaient : la modernité n'est-elle pas devenue un non-sens si elle aboutit aux camps d'extermination, au goulag et à la bombe H ? Avec par exemple un Serge Moscovici ou un Yves Jaulin, l'écologie et l'ethnologie naissantes posent des questions considérées comme hérétiques pour la plus grande partie de la gauche d'alors (et d'aujourd'hui) : la disparition des peuples indigènes, y compris de la paysannerie française, n'est-elle pas un ethnocide ? En abandonnant les esprits et la magie qui habitaient les arbres et les eaux, en n'ayant plus à se soucier de l'âme des astres et des animaux, l'homme ne se retrouve-t-il pas dans la solitude du désenchantement, dans un monde où n'existe plus que le fait, le marché et la machine, un autre "fétichisme" ? La science moderne est mise en critique pour sa manière de séparer radicalement nature et culture, nature et humanité. Parce que la "domestication" de l'homme est toujours en échec, la société multiplie les interdits. Elles inspirent alors directement la naissance du mouvement vert en France. Toutes ces questions sont posées aujourd'hui à nouveaux aux mouvements sociaux occidentaux par une partie de ceux du Sud à travers la pensée décoloniale...

Contrairement au cliché malveillant qui a été répandu par certains, il ne s'agit pas de faire l'hagiographie d'un état de nature auquel il faudrait revenir, la pensée du naturalisme subversif n'est pas celle du naturalisme conservateur : la nature est historique, elle est un rapport social, elle est toujours le résultat de l'interaction entre humain et animal, il y a passage quotidien de l'un à l'autre, récréation permanente de leur différence, déplacement incessant de la frontière. Il s'agit de réfléchir - à travers les liens entre types de société, de savoir, de technique - à la nature que l'on désire créer, en modifiant les représentations sociales : "réenchanter le monde" (ou "réensauvager la vie"... dans un sens bien différent de celui de Rosa Luxembourg !).

3 - Mouvement ouvrier et mouvement hétérodoxe

Quels sont les acteurs de ce changement social ? La critique écologiste de l'histoire de l'émancipation est aussi une mise en question de la centralité du mouvement ouvrier, ou d'une partie de celui-ci, celle qui a la plupart écrasé les minorités en sein, de Marx face à Bakounine, de Guesdes face à Malon, de Trotsky sur Cronstadt ou Makhno, de la CGT forçant la reprise du travail en 68... Si elle reste bien sûr pertinente, l'idée d'une opposition central capital-travail doit en intégrer une autre, entre « mouvement orthodoxe » et « mouvement hétérodoxe », qui traverse le mouvement ouvrier et les sociétés de manière plus générales, comme des tendances plus que comme des camps délimités.

Le mouvement orthodoxe a pour volonté de domestiquer la vie, amener l'homme du sauvage à la pleine possession de ses pouvoirs sociaux, intellectuels, sociaux, techniques, scientifiques. Cela passe d'abord par un contrôle redoublé : vers l'intérieur, en neutralisant la menace de l'animal dans chacun, en renonçant à l'instinct et au spontané ; vers l'extérieur en mettant le matériel et l'animal à son service sous le signe de la conquête de l'univers hostile. Mais cette ambition est une tragédie : « Exigence d'absolu, approche de la perfection, puissance de la mesure se heurtent à la résistance de l'irréalisable, déchirent l'apparence si soigneusement fabriquée, rencontrent les limites du possible, la blessure du réel. C'est aussi la tragédie qui nous introduit au cœur de ce que signifie « domestique la vie »² ».

1 <http://olivierabel.fr/supplement/plaidoyer-pour-un-peu-plus-de-theologie.php>

2 Serge Moscovici, *Hommes domestiques et hommes sauvages*, Paris, Union générale d'édition, 1974. p. 29

Le mouvement hétérodoxe au contraire est la pensée et la pratique de l'ensauvagement, espérance sans doute chimérique de retrouver l'unité de l'humain et de la nature : « Rester près de la nature, du monde animal, végétal, minéral, ou y revenir, transformer le départ, l'éloignement en faux départ, en proximité, faire de la rupture entre les hommes et avec l'univers une alliance, tel en est le premier volet. En finir avec la terreur qu'inspire le non-humain, mettre fin à la phobie que suscite un autre homme différent, d'autrefois ou d'ailleurs, consacré bestial ou barbare, retrouver la sensibilité, le contact avec ce qu'il y a d'exubérant dans la fécondité des êtres qui peuplent la terre, se libérer à travers le contact, se réincarner au sens propre, reprendre la chair grâce à ces hommes autres, différents, tel en est le second volet. « Ensauvager la vie » : ce mot d'ordre résonne comme un mot de désordre³." L'objectif de "transformer le monde de chacun en un vivoir"⁴ passe par l'objectif de "libérer le corps, de libérer la nature, évidemment. D'être libérés par eux, en échange. Pas de contrôle de la nature interne ou de la nature externe. Elles se contrôlent très bien elles-mêmes. Le seul combat qui mérite d'être mené a pour fin de les protéger contre les destructions opérées par la technique, la violence de la connaissance méthodique, les atteintes de l'une civilisation enivrée par ses rêves de possession. Renaturaliser - reboiser, replanter, recultiver - le monde abstrait, refroidi, est l'autre face du combat."⁵ Contre les détours de la civilisation de la domestication pour couper l'homme de la nature, le mouvement hétérodoxe appelle au recommencement permanent et au retour. Retour vers ses racines pour qu'elles renvoient dans la vie exsangue une nouvelle énergie et ainsi recommencer. Le mouvement hétérodoxe court des sceptiques grecs, en passant par le culte de Dionysos à l'orphisme, au pythagorisme, au végétarisme, par le philosophe Antiphon, les mouvements du Baptiste puis de Jésus, des courants chrétiens minoritaires notamment millénaristes, le leader la guerre des paysans Thomas Münzer, son équivalent Taborite en Tchéquie, la pensée de Spinoza, jusqu'à un certain socialisme utopique et le christianisme social de la fin du XIXe siècle. Dans les années 70, il s'incarne dans les mouvements de la jeunesse, la défense de la nature, la contre-culture, la contre-psychiatrie, la pop musique, la critique de l'école et de la société, le féminisme, l'écologie, les mao-spontex et la redécouverte de Wilhem Reich, le régionalisme et le mouvement LGBT radical... Il court toujours aujourd'hui des ZAD aux expérimentations pour la transition, dans une partie du renouveau religieux et dans la transe de la musique techno. Toujours, il a eu partie liée à l'usage des drogues.

Parfois le mouvement hétérodoxe a trouvé le mouvement ouvrier violemment contre lui. Trop rarement, ils se sont croisés, le mouvement ouvrier s'est laissé subvertir par ses orthodoxes, donnant parmi les plus belles pages d'espérance de l'humanité. La plupart du temps, le mouvement ouvrier a ignoré les questions du mouvement hétérodoxe – y compris en son sein - au prix des errements autoritaires, productivistes, mortifères que l'on sait...

Ainsi, la façon majoritaire dans le mouvement ouvrier de concevoir le combat pour l'émancipation est radicalement questionnée par l'écologie – et plus largement le mouvement hétérodoxe - au nom de ses fins, de ses moyens, de ses acteurs. Il pointe qu'un certain nombre d'aliénations et de sujétions sont présentes y compris dans les solutions proposées comme émancipatrices par le mouvement ouvrier : l'État, la technique, la progression de la richesse matérielle (croissance, consommation), l'abandon de tout enchantement du monde.

Pour que l'écologie soit pleinement intégrée dans le combat pour l'émancipation, que l'émancipation soit profonde et non superficielle, ce sont toutes ces questions que le mouvement pour l'émancipation doit intégrer et pas lesquels il doit se laisser profondément renouveler.

3 *ibid.* p. 31

4 *ibid.* p. 34

5 *ibid.* p. 34